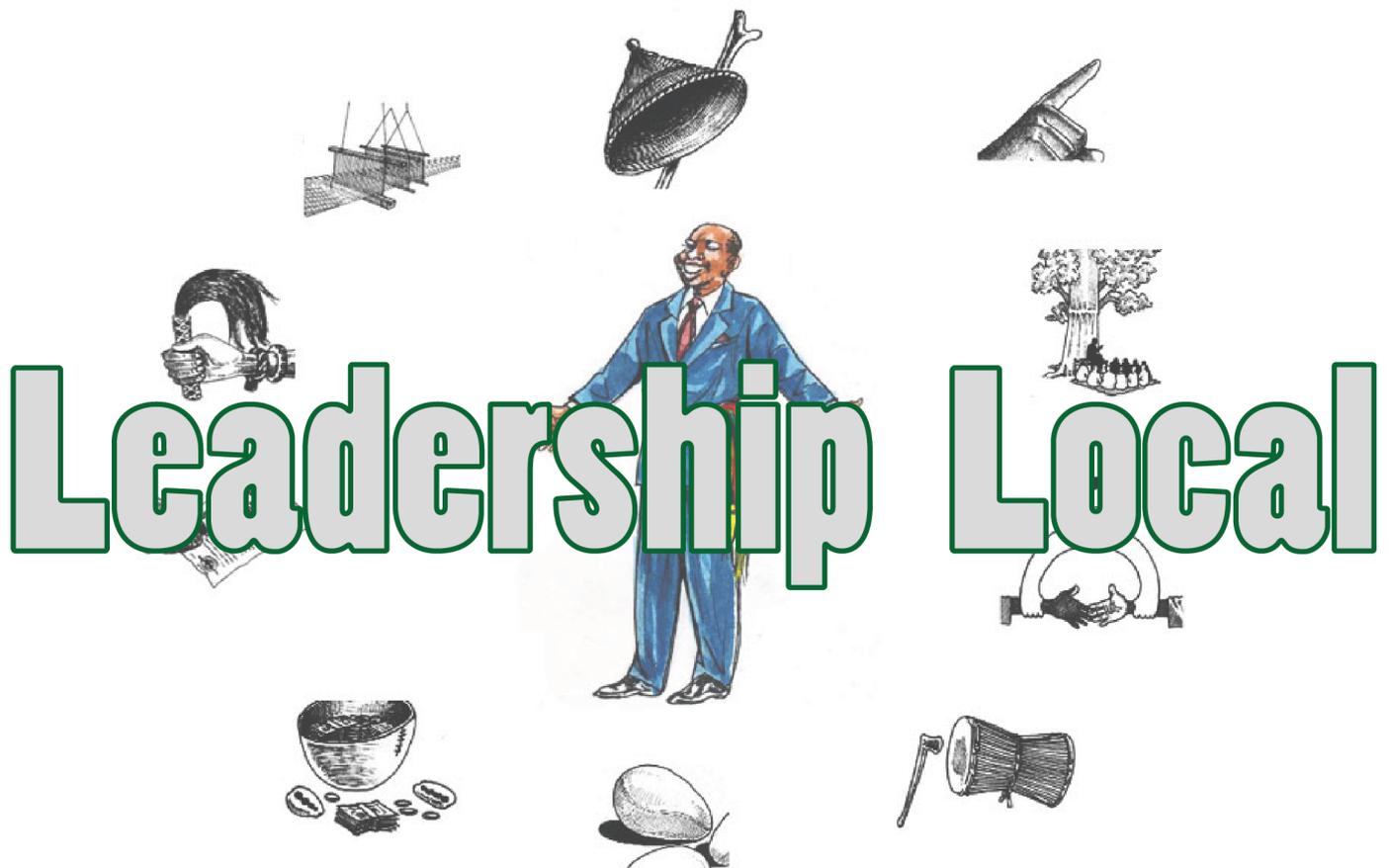




## SESSION INTERNATIONALE DE FORMATION DES FORMATEURS



**26 Février – 08 Mars 2019**  
**Tunis-Tunisie**

## 1. Contexte et justification

Les mutations en cours au niveau international, les engagements pris par les états (Objectifs de Développement Durable, Nouveau Programme pour l'Habitat et le Développement Urbain, Agenda climat adopté à Paris, Agenda 2063 de l'Union Africaine, etc.) qui devront être opérationnalisés dans les territoires par les acteurs locaux, sont autant de facteurs qui militent en faveur d'un renforcement de la décentralisation. Malgré cet élan de progrès noté, les collectivités territoriales africaines et les communautés parviennent difficilement à jouer pleinement leur rôle de catalyseur du développement local. Plusieurs raisons peuvent être avancées :

- Le manque de ressources financières ;
- Un déficit de compétence dans la fonction publique locale ; manque de lisibilité des pôles de décision et des organes d'exécution et modes opératoires d'interaction souvent heurtés entre gouvernants et gouvernés ;
- L'incapacité des gouvernants (acteurs qui décident) à intégrer la majorité des gouvernés (acteurs qui subissent) dans l'espace décisionnel de gestion des affaires publiques ;
- La faible participation des citoyens et des acteurs non étatiques à l'élaboration des règles d'organisation de la société ;
- La faible existence de mécanismes efficaces de concertation et de participation à l'action publique entraînant entre autres une frustration des contribuables qui voudraient jouer pleinement leur rôle de citoyens et en assumer les droits et devoirs.
- Les liens difficiles et la faible articulation entre les acteurs aux différentes échelles, du local au global, pour une définition consensuelle des règles du jeu plus démocratiques et bénéfiques au développement local ;
- La faiblesse du leadership des autorités détenant mandat électif et décideurs locaux.

Dans plusieurs pays africains, le champ d'action de la décentralisation connaît des mutations importantes avec le transfert de compétences de l'Etat aux collectivités territoriales. Ces processus encouragent également une responsabilisation plus accrue des collectivités territoriales dans la gestion de leurs propres affaires. Il s'agit de mieux répondre à l'exigence du développement économique, social et environnemental en créant des collectivités territoriales qui sont les nouveaux cadres d'élaboration et d'exécution des plans et projets de développement.

Aujourd'hui, les élus, agents territoriaux et autres acteurs du développement territorial sont plus que jamais interpellés pour faire de la collectivité territoriale un levier de développement local efficace au service des populations. Pour mener à bien leur mission, les décideurs et acteurs en charge de la gestion de leurs collectivités, ont certes besoin d'avoir une bonne connaissance et compréhension du contenu des compétences et attributions qui sont les leurs. Mieux, il leur faut aussi compter sur leurs qualités intrinsèques et leur leadership pour mieux appréhender les **différentes options et orientations politiques de l'Etat et être capables de les traduire en politiques locales dans les domaines aussi variés que la gestion de l'environnement, la gestion des déchets solides, la prise en charge des groupes vulnérables et quartiers précaires, etc.**

La présente session de formation sur le Leadership Local repose sur la maîtrise et l'appropriation des compétences clés des acteurs (élus, agents des services techniques et leaders communautaires des organisations de la société civile) impliqués dans l'amélioration de la gouvernance locale, la gestion de l'environnement et fourniture de services sociaux de base. Elle a été développée en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains (ONU HABITAT).

## 2. Objectifs opérationnels de la session de formation

Cette session de formation des formateurs vise à :

- Former une vingtaine de formateurs d'Afrique francophone, à concevoir, conduire et évaluer une formation d'élus et de décideurs locaux sur le Leadership local ;
- Accompagner les formateurs à développer un plan d'action d'utilisation des compétences acquises, dans leurs pays respectifs.

## 3. Résultats attendus

- Les formateurs sont initiés au contenu des manuels et compétences du leadership local ;
- Les participants sont formés aux outils, méthodes et approches de formation des adultes, élus et leaders locaux ;
- Les formateurs participants ont élaboré un plan d'action pour le développement de la formation au leadership local dans leurs pays respectifs.

## 4. Contenu de la formation

Cette session internationale sur le Leadership Local mettra l'accent sur les qualités intrinsèques et compétences clés à assumer par les élus et leaders locaux dans l'exercice de leur fonction. Le contenu sera articulé autour des 12 compétences du leadership local.

## 5. Démarche méthodologique

L'approche de formation sera basée sur des méthodes participatives et intensives. La structure de l'atelier sera articulée autour des temps forts suivants :

- Initiation au contenu de la série des 12 compétences du Leadership Local ;
- Formation des formateurs aux outils, approches et méthodes de formation des adultes ;
- Application pratique de la formation des élus et décideurs locaux ;
- Elaboration des plans d'actions d'utilisation des compétences acquises.

## 6. Durée et lieu de la formation

La session internationale de formation des formateurs se déroule du 26 Février – 08 Mars 2019, Tunis-Tunisie au sein du Centre de Formation et d'Appui à la Décentralisation de Tunisie.

## 7. Public ciblé, nombre de participants et modalités de sélection

Cette session internationale de formation sera consacrée au public francophone et cible une vingtaine de participants qui seront sélectionnés parmi :

- les Élus locaux et Responsables des services techniques des Collectivités Territoriales,
- les agents des Départements Ministériels et Institutions sur la Gouvernance et le développement local,
- les Responsables des institutions intervenant dans l'appui conseil aux collectivités territoriales,
- les Responsables de formation des projets et programmes de développement,
- les leaders des ONG, OCB et autres acteurs de la société civile,
- Les pratiquants de la décentralisation, de la gouvernance locale et du développement local.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme au moins égal au bac et justifier d'au moins 3 ans d'expériences professionnelles. La sélection sur analyse du dossier de candidature adressé : [ecopop@endatiersmonde.org](mailto:ecopop@endatiersmonde.org) ou enregistré en ligne sur le site [www.oidp-afrique.org](http://www.oidp-afrique.org) avant la date du 10 Février 2019.

Le dossier de candidature comprend :

- Curriculum vitae détaillé du candidat et Attestation de financement.
- Fiche d'inscription accessible en ligne : [www.oidp-afrique.org](http://www.oidp-afrique.org) ou à remplir et envoyer.

***Attention : le nombre de place étant limité, nous vous encourageons d'envoyer rapidement votre candidature. Premier inscrit premier servi.***

## 8. Diplôme délivré

Une attestation co signée par Enda **ECOPOP**, **CFAD**, le Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains (**ONU HABITAT**) et l'Observatoire International de la Démocratie Participative (**OIDP**) sera délivrée. Pour recevoir l'attestation l'assiduité est de rigueur. Le participant bénéficiera du manuel de formation composé d'une série de 12 modules et la Boîte à Outils du formateur des adultes.

## 9. Prise en charge

L'atelier se tiendra pendant une douzaine de jours. Les participants prendront en charge leur frais de transport aérien international et déplacements locaux. Les organisateurs proposent deux (2) formules d'inscription :

- **Option 1** : frais d'inscription, supports pédagogiques, déjeuner et pause-café (**1500€**).
- **Option 2** : frais d'inscription, supports pédagogiques, hébergement en pension complète (14 jours), transfert Aéroport-Hôtel, Aller-retour (**5000€**)

## 10. Renseignements et inscription :

Pour toute information, prière de contacter : i) Mme **TAVARES Gisèle** Secrétariat de Enda ECOPOP, mail: [ecopop@endatiersmonde.org](mailto:ecopop@endatiersmonde.org). Tél: +221 33 859 64 11, ii) M. **Abdoulaye CISSE**, Responsable Scientifique de la formation, [abdoulayecisse@endaecopop.org](mailto:abdoulayecisse@endaecopop.org). Tél: +221 77 567 87 82 ou iii) M. **Bachir KANOUTE**, Coordinateur Exécutif Enda ECOPOP, [ulkanoute@endatiersmonde.org](mailto:ulkanoute@endatiersmonde.org).

## Réserver dès maintenant pour les sessions internationales de formation à venir :

- ☞ *Approches, méthodes et outils pour la prévention et lutte contre la corruption dans les collectivités territoriales et les communautés* : 01-12 Juillet 2019 (Dakar)
- ☞ *Budget Participatif* : 14 – 24 Mai 2019 (en collaboration avec ALGA/CGLU Afrique, lieu à confirmer)
- ☞ *Développement Économique Local (DEL)* : 19-29 Novembre 2019 (provisoirement à Dakar)

